

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG SPECIALITE

Espace industriel Nord
Rue de la Vassellerie - Bât. 29
80000 Amiens

Références : -
Code AIOT : 0005105794

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement BRENNTAG SPECIALITE implanté Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été déclenchée dans le cadre de l'action nationale sur la thématique "perte d'utilités" pour les sites SEVESO seuil haut.

L'inspection s'est concentrée sur les conséquences d'une perte d'utilité au niveau de la cellule de stockage de liquide inflammable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG SPECIALITE
- Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005105794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG SPÉCIALITÉS est autorisée par arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 à exploiter un entrepôt de matières dangereuses : toxiques, inflammables ou dangereuses pour l'environnement. Le site a démarré ses activités en janvier 2010.

Le site est classé Seuil Haut par dépassement direct de la rubrique ICPE 1172 (devenue 4510-4511).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	article 56	
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs et actions correctives, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade.

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a démontré disposer d'une bonne maîtrise et connaissance de son site en cas de perte d'alimentation électrique. Toutefois, il n'a pas été en capacité de démontrer que toutes les informations et connaissances sont documentées. Par ailleurs, l'exploitant doit encore confirmer l'autonomie pour certains équipements.

En l'absence de procédure permettant de consolider les informations nécessaires et les actions et stratégies à mettre en œuvre en cas de perte d'utilités, l'Inspection demande la mise en place d'une action corrective dans un délai de 4 mois.

Pour faciliter la lecture et le suivi des suites de cette inspection, seul le point de contrôle n°4 fait l'objet d'une demande d'action corrective. Néanmoins l'ensemble des observations faites durant la visite d'inspection devront être prises en compte par l'exploitant pour répondre à cette demande. Les observations sont listées ci-dessous :

Observation N°1 : L'exploitant complètera son POI avec les coordonnées permettant de contacter son fournisseur/distributeur d'énergie.

Observation N°2 : La liste des équipements devant être secourus devra être intégrée dans la procédure à transmettre faisant l'objet d'une demande de complément au point n°4.

Observation N°3 : Dans la procédure évoquée au point n°4, l'exploitant complètera la liste des équipements de secours en précisant les durées d'autonomie associées.

Observation N°4 : L'exploitant intégrera dans la procédure demandée au point n°4, dans la liste des équipements, les dispositifs de communications tels que des radios, téléphones ou ordinateurs portables en précisant et justifiant l'autonomie associée.

Observation N°5 : L'exploitant détaillera dans sa procédure faisant l'objet d'une demande au point n°4, la solution retenue pour assurer une poussée d'alarme en l'absence d'alimentation électrique.

Observation N°6 : L'exploitant indiquera s'il est possible d'alimenter l'alarme et le dispositif de détection d'incendie par un groupe électrogène afin de prolonger l'autonomie des équipements en cas de perte d'utilité. Dans l'hypothèse où ce raccordement est possible, l'exploitant précisera les modalités de mise en œuvre (achat, déploiement sur demande, modalités de raccordement, autonomie associée, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant a expliqué durant la visite d'inspection les modalités de gestion de l'alimentation électrique du site. L'alimentation est effectuée par le réseau public qui alimente deux armoires TGBT, une dédiée au bâtiment administratif et l'autre aux cellules de stockage. Le site est équipé de batteries sur différents équipements tels que l'alarme POI/PPI, la pompe jockey du système de sprinklage et le système de détection incendie. L'exploitant a présenté une liste des utilités extraite de son logiciel de GMAO. Par filtre, l'exploitant est capable d'identifier les utilités en lien avec des MMR. L'exploitant ne dispose pas d'un plan de localisation des utilités et des dispositifs d'alimentation électrique. (Ce point fait l'objet d'une demande de compléments consolidé au point N°4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces

situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : L'exploitant a déclaré qu'en cas de coupure d'alimentation électrique, l'activité du site serait à l'arrêt. Le site ne comporte pas de processus et/ou substance nécessitant un maintien en température pour des raisons de sécurité. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il dispose de contacts auprès de son fournisseur d'énergie lui permettant d'obtenir de la visibilité sur la durée de la coupure. Observation N°1 : L'exploitant complètera son POI avec les coordonnées permettant de contacter son fournisseur/distributeur d'énergie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : L'exploitant a déclaré qu'en cas de coupure d'alimentation électrique, l'activité du site serait à l'arrêt. Le site ne comporte pas de processus et/ou substance nécessitant un maintien en température pour des raisons de sécurité. Des éléments complémentaires figurent en partie confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'exploitant dispose des principales connaissances de son site sur les conséquences et les actions

à mener en cas de perte d'utilité. Toutefois il ne dispose pas de procédure ou de document identifiant formellement les actions à mettre en œuvre et les délais associés. Voir demande d'action corrective

Ce document permettrait de consolider et regrouper les informations nécessaires en cas d'urgence ou de perte d'alimentation électrique et d'identifier les actions à mettre en place (exemple : surveillance des états des batteries, surveillance départ incendie, anticipation de fermeture des vannes de confinement, mise en place de groupe électrogène pour prolonger l'autonomie des batterie...)

Observation N°6 : L'exploitant indiquera s'il est possible d'alimenter l'alarme et le dispositif de détection d'incendie par un groupe électrogène afin de prolonger l'autonomie des équipements en cas de perte d'utilité. Dans l'hypothèse où ce raccordement est possible, l'exploitant précisera les modalités de mise en œuvre (achat, déploiement sur demande, modalités de raccordement, autonomie associée, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective

L'exploitant transmettra à l'inspection un document permettant de consolider les connaissances, informations et actions à réaliser en cas de perte d'utilité électrique. Ce document comportera notamment des plans génériques sur les modalités d'alimentation électrique du site, la liste des équipements devant être maintenus, les durées d'autonomie, les actions à engager en cas de coupure d'alimentation électrique, ainsi que les modalités de surveillance ou de prolongation d'autonomie en fonction de la solution retenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

<p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'en cas de perte d'alimentation électrique les dispositifs de sécurité passent sur batterie et l'exploitant a déclaré mettre en place une surveillance humaine des installations. Les modalités de mise en œuvre de la surveillance humaine ne sont pas documentées. L'exploitant doit mettre en œuvre un document permettant de présenter son organisation globale de la gestion de perte d'utilité. Ce point fait déjà l'objet d'une demande de complément au point n°4.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 Utilités</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection l'extraction faite du logiciel de GMAO permettant d'obtenir une liste des équipements prévus en secours d'une coupure électrique. Observation N°2 : Cette liste devra être intégrée dans la procédure à transmettre faisant l'objet d'une demande de complément au point n°4.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
Constats : L'exploitant a déclaré disposer d'une série de dispositifs sur batterie et/ou groupe électrogène et motopompe. L'autonomie est identifiée pour chaque groupe d'équipements. Des précisions figurent en partie confidentielle. L'exploitant a expliqué qu'au-delà de 30 min de perte d'utilité, les portes coupe-feu se ferment automatiquement. L'exploitant a évoqué l'installation récente d'un groupe électrogène pour alimenter le second PC sécurité. Sur le terrain, l'inspection a pu constater que le réservoir n'était pas rempli, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'autonomie associée. Observation n°3 : Dans la procédure évoquée au point n°4, l'exploitant complètera la liste des équipements de secours en précisant les durées d'autonomie associées. Observation n°4 : L'exploitant intégrera dans la procédure demandée au point n°4, dans la liste des équipements, les dispositifs de communications tels que des radios, téléphones ou ordinateurs portables en précisant et justifiant l'autonomie associée. Observation n°5 : L'exploitant détaillera dans sa procédure faisant l'objet d'une demande au point n°4, la solution retenue pour assurer une poussée d'alarme en l'absence d'alimentation électrique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection les rapports permettant d'attester de la vérification périodique des équipements suivants :

- Groupe électrogène du PC n°2 : a été installé il y a un mois.
- Batterie alarme : Société DEF : 16 octobre 2025 Rapport n°P-4105-77-522 - Le rapport comprend un test batterie déclaré conforme. Les vérifications des voltages sont réalisées.
- Batterie sirène POI et PPI : 11 février 2025 - Remplacement de la batterie - ORSON France. Les vérifications des voltages sont réalisées.
- Vérification motopompe et batterie pompe jockey : Rapport APSAD AR17 - 23 juin 2025 - vérification de l'intégrité des batteries et du voltage.

Type de suites proposées : Sans suite